

## PREFECTURE DE LA REGION ALSACE

A R R E T E

portant inscription de la maison d'habitation juive à HOENHEIM (Bas-Rhin) sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le Préfet, Commissaire de la République de la région Alsace

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;
- VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;
- VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Alsace entendue, en sa séance du 17 juin 1987 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la maison d'habitation juive à HOENHEIM présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la rareté des constructions juives du XVIII<sup>e</sup> siècle en Alsace.

A R R E T E

**ARTICLE 1er.** - Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties suivantes de la maison d'habitation juive située 21, rue de la République à HOENHEIM (Bas-Rhin) :

- façades et toitures en totalité,
- à l'intérieur : bain rituel juif et escalier à balustres en bois.

située sur la parcelle n° 24 d'une contenance de 6 a 70 ca figurant au cadastre section 7

et appartenant à la Communauté Israélite de HOENHEIM, par acte publié au Livre Foncier de HOENHEIM, feuillet n° 98.

**ARTICLE 2.** - Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au Livre Foncier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

.../...

**ARTICLE 3.** - Il sera notifié au Commissaire de la République du département (direction de l'administration générale, des collectivités locales et des affaires culturelles), au maire de la commune et au propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à STRASBOURG, le 16 JUIL. 1987

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Hacène".

M. HACÈNE